En pavant les routes militaires, IsraÃ«l prÃ©pare le contrÃ´le permanent des camps de Cisjordanie

Description

Un an aprÃ¨s leur expulsion des camps de JÃ©nine, Tulkarem et Nur Shams, les rÃ©fugiÃ©s attendent non seulement de pouvoir rentrer chez eux, mais aussi de revendiquer les droits que les camps leur garantissaient.

Depuis un an, Eman Amin, 43 ans, vit avec sa famille dans un appartement louÃ© Ã Zababdeh, une ville situÃ©e Ã environ 15 kilomÃ¨tres au sud de JÃ©nine, dans le nord de la Cisjordanie. Comme des dizaines de milliers dâ??autres Palestinien.nes, elle a fui son domicile dans le camp de rÃ©fugiÃ©.es de JÃ©nine en janvier dernier, lorsquâ??IsraÃ«l a lancÃ© lâ??opÃ©ration militaire officiellement appelÃ©e Â« Mur de fer Â» ciblant simultanÃ©ment les camps de rÃ©fugiÃ©.es de JÃ©nine, Tulkarem et Nour Shams.

Photographe: Wahaj Bani Moufleh, **DÃ©placement, camp de rÃ©fugiÃ©s de Nur Shams, Cisjordanie** â?? 29/05/2025 image : activestills

Par Majd Jawad, le 19 janvier 2026

Ayant expulsÃ© plus de 30 000 rÃ©sident.es de leurs maisons Ã lâ??intÃ©rieur de ces camps sans aucune indication sur quand, ou si, ils et elles seront autorisÃ©.es Ã revenir, lâ??opÃ©ration en cours constitue le plus grand acte isolÃ© de dÃ©placement forcÃ© en Cisjordanie depuis le dÃ©but de lâ??occupation israÃ©lienne en 1967.

Â« Nous traitions autrefois le camp comme une station temporaire en attendant de retourner dans notre village de Zirâ??in Â», a dÃ©clarÃ© Amin Ã +972 Magazine, faisant rÃ©fÃ©rence au village palestinien au nord de JÃ©nine qui a Ã©tÃ© occupÃ© et dÃ©truit par les forces sionistes en 1948. Â« Maintenant, nous nous retrouvons Ã attendre de retourner Ã la station dâ??attente elle-mÃªme. Â» Pour Amin et de nombreux.ses autres Palestinien.nes des camps de rÃ©fugiÃ©.es du nord, cette incertitude faÃ§onne la vie quotidienne. Â« Chaque jour, on a lâ??impression dâ??Ãªtre coincÃ©.es dans les limbes Â», a-t-elle ajoutÃ©. Â« Nos routines sont toutes chamboulÃ©es, et mÃªme les choses

les plus simples â?? aller au marchÃ©, envoyer les enfants Ã lâ??Ã©cole â?? sont assombries par le fait de ne pas savoir si nous reverrons un jour notre maison. Â»

Selon les estimations de lâ??ONU, plus de 1 460 bÃ¢timents dans les camps de JÃ©nine, Tulkarem et Nour Shams ont Ã©tÃ© dÃ©truits ou ont subi des dommages graves ou modÃ©rÃ©s depuis le dÃ©but de lâ??incursion. Cela comprend plus de 52 % des bÃ¢timents du camp de JÃ©nine â?? le plus durement touchÃ© des trois â?? signalant un niveau de destruction qui sâ??Ã©tend au-delÃ de cibles isolÃ©es et Ã©quivaut Ã une attaque gÃ©nÃ©ralisÃ©e contre le tissu urbain du camp.

Fin dÃ©cembre, les bulldozers israÃ©liens ont rasÃ© 25 bÃ¢timents dans le camp de Nour Shams, contenant environ 100 unitÃ©s dâ??habitation. Les comitÃ©s locaux ont soumis des pÃ©titions dâ??urgence Ã la Haute Cour israÃ©lienne, arguant que les dÃ©molitions Ã©taient inutiles et punitives. Mais la cour a rejetÃ© les pÃ©titions, faisant Ã©cho aux dÃ©cisions rendues dans des cas similaires Ã JÃ©nine plus tÃ´t cette annÃ©e et accordant effectivement une couverture juridique Ã la poursuite de la destruction.

> **Â« Ce ne sont pas des dÃ©molitions alÃ©atoires Â», a dÃ©clarÃ© Ã +972 Faisal Salama, chef du ComitÃ© populaire du camp de Tulkarem. Â« Elles font partie dâ??un plan plus large visant Ã imposer une nouvelle rÃ©alitÃ© structurelle Ã lâ??intÃ©rieur des camps.Â»**

Selon lâ??armÃ©e israÃ©lienne, les dÃ©molitions ont Ã©tÃ© effectuÃ©es en partie pour assurer une Â« libertÃ© dâ??action opÃ©rationnelle Â» aux forces israÃ©liennes. Et parallÃ¨lement Ã cette destruction gÃ©nÃ©ralisÃ©e, lâ??armÃ©e a commencÃ© Ã paver de larges routes Ã lâ??intÃ©rieur des camps, soulignant une orientation vers une restructuration spatiale permanente.

Ces routes ont commencÃ© Ã prendre forme en juillet, alors que de la machinerie lourde creusait de larges chemins dâ??accÃ¨s Ã travers des quartiers densÃ©ment bÃ¢tis qui nâ??Ã©taient auparavant accessibles quâ??Ã pied. Bien que les autoritÃ©s israÃ©liennes nâ??aient pas publiÃ© de plans dÃ©taillant lâ??Ã©tendue du pavage, les habitant.es et les responsables locaux affirment que les routes sont nettement plus larges que les ruelles existantes et semblent conÃ§ues pour permettre la circulation sans entrave de vÃ©hicules militaires.

Â« Une fois que vous ouvrez ces routes, vous changez tout Â», a dÃ©clarÃ© Salama. Â« Vous transformez le camp dâ??un espace civil protÃ©gÃ© en un terrain ouvert au contrÃ´le militaire. Ce nâ??est pas de la reconstruction â?? câ??est de lâ??effacement. Â»

Un vidage systÃ©matique des camps

En juillet, le lieutenant gÃ©nÃ©ral Michael R. Fenzel â?? actuellement coordinateur de la sÃ©curitÃ© amÃ©ricaine pour IsraÃ«l et lâ??AutoritÃ© palestinienne (AP) â?? a visitÃ© le camp de Nour Shams pour Ã©valuer lâ??impact humanitaire de lâ??opÃ©ration en cours dâ??IsraÃ«l. Selon le gouverneur de Tulkarem, Abdullah Kamil, qui a accompagnÃ© Fenzel Ã Nour Shams avec dâ??autres responsables de lâ??AP et locaux.ales, Fenzel lâ??a informÃ© lors de la visite quâ??IsraÃ«l considÃ©rait que lâ??opÃ©ration militaire Ã©tait Â« terminÃ©e Â» et que la responsabilitÃ© administrative des camps serait transfÃ©rÃ©e Ã lâ??AP.

Cependant, Kamil a expliquÃ© Ã +972 : Â« Ce quâ??on nous a dit ne correspondait pas Ã la rÃ©alitÃ© Ã lâ??intÃ©rieur du camp : il nâ??y a eu aucune annonce officielle israÃ©lienne, aucun retrait des forces et aucun assouplissement des restrictions. Il nâ??y a aucun besoin de sÃ©curitÃ© pour quâ??IsraÃ«l reste Ã lâ??intÃ©rieur des camps. Cette dÃ©claration [de la fin de lâ??opÃ©ration] est venue en rÃ©ponse Ã une pression politique, alors que la rÃ©alitÃ© sur le terrain â?? dÃ©molitions, pavage de routes et contrÃ´le militaire â?? se poursuit sans changement. Â» (Lâ??ambassade amÃ©ricaine en IsraÃ«l nâ??a pas rÃ©pondu Ã la demande de commentaire de +972 concernant la remarque de Fenzel.)

Selon Kamil et dâ??autres responsables palestinien.nes, les autoritÃ©s israÃ©liennes ont clairement indiquÃ© lors de la visite de juillet que tout transfert de responsabilitÃ© administrative Ã lâ??AP serait conditionnel Ã lâ??adoption dâ??un plan structurel conÃ§u par IsraÃ«l, plutÃ´t que les plans municipaux prÃ©cÃ©demment reconnus par les autoritÃ©s locales qui prÃ©servaient le caractÃ¨re rÃ©sidentiel dense des camps et lâ??infrastructure civile.

Mais le plan structurel nâ??Ã©tait quâ??une partie dâ??un ensemble plus large de demandes israÃ©liennes. Selon les responsables palestinien.nes, les autoritÃ©s israÃ©liennes ont prÃ©sentÃ© quatre conditions supplÃ©mentaires pour le retrait et le retour des rÃ©sident.es, que Kamil a qualifiÃ©es de Â« dÃ©sastreuses Â».

Les rÃ©sident.es seraient soumis.es Ã un contrÃ´le de sÃ©curitÃ© complet, les forces israÃ©liennes conservant lâ??autoritÃ© de refuser lâ??entrÃ©e Ã toute personne considÃ©rÃ©e comme une Â« menace sÃ©curitaire Â». De plus, les rÃ©sident.es ne seraient autorisÃ©.es Ã revenir quâ??aprÃ¨s que lâ??armÃ©e israÃ©lienne a achevÃ© ce quâ??elle appelle la Â« rÃ©ingÃ©nierie Â» des camps. La construction de routes, lâ??Ã©lectricitÃ© et lâ??infrastructure dâ??eau seraient entiÃ¨rement coordonnÃ©es avec lâ??armÃ©e, tandis que lâ??AP serait tenue dâ??Ã©tablir des postes de contrÃ´le et des commissariats de police pour empÃªcher lâ??entrÃ©e de personnes quâ??IsraÃ«l qualifie de Â« terroristes Â».

Pour Salama, ces conditions reprÃ©sentent plus que des mesures de sÃ©curitÃ© : elles Ã©quivalent Ã un vidage systÃ©matique des camps. Â« Revenir selon les conditions israÃ©liennes rÃ©duirait la population du camp de prÃ¨s de moitiÃ© Â», a-t-il dÃ©clarÃ© Ã propos de Tulkarem. Â« Câ??est un dÃ©placement forcÃ© par des moyens administratifs. Â»

Parmi les conditions dâ??IsraÃ«l figurait Ã©galement lâ??exclusion de lâ??Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) de tout rÃ´le dans la fourniture de services ou la reconstruction, dans le cadre dâ??une campagne plus large visant Ã freiner les opÃ©rations de lâ??agence. Quelques jours seulement aprÃ¨s le dÃ©but de lâ??Â« OpÃ©ration Mur de fer Â» en janvier dernier, une lÃ©gislation israÃ©lienne est entrÃ©e en vigueur interdisant Ã lâ??agence dâ??opÃ©rer sur ce quâ??IsraÃ«l dÃ©finit comme son Â« territoire souverain Â» et restreignant les visas pour le personnel international en Cisjordanie. Le gouvernement israÃ©lien est maintenant en train de saisir les propriÃ©tÃ©s de lâ??UNRWA Ã JÃ©rusalem-Est et de rÃ©voquer les immunitÃ©s onusiennes de son personnel, en violation du droit international.

Lâ??exclusion de lâ??UNRWA des camps de JÃ©nine, Tulkarem et Nour Shams, a ajoutÃ© Salama, serait particuliÃ¨rement lourde de consÃ©quences. Â« Lâ??UNRWA nâ??est pas seulement un fournisseur de services : sa prÃ©sence affirme que ces camps existent parce que les rÃ©fugiÃ©.es nâ??ont pas Ã©tÃ© autorisÃ©.es Ã retourner chez eux. Retirer lâ??UNRWA transforme les camps en

quartiers ordinaires sous contrÃ´le de lâ??AP, et cela ferme effectivement le dossier des rÃ©fugiÃ©.es. Â»

RÃ©sister Ã lâ??effacement permanent

Fin novembre, les forces israÃ©liennes ont Ã©mis des ordres de dÃ©molir au moins une douzaine de maisons et dâ??en dÃ©manteler partiellement dâ??autres dans le camp de JÃ©nine. Ghadeer Al-Khalifa, une femme de 54 ans dÃ©placÃ©e du quartier et du camp, se souvient quâ??on lui a dit quâ??elle avait juste une heure pour rÃ©cupÃ©rer ses affaires par un seul itinÃ©raire autorisÃ© Ã travers le camp avant que sa maison ne soit dÃ©truite.

Â« Ma maison est tout au bout Â», a-t-elle dit Ã +972. Â« Je nâ??ai pas pu lâ??atteindre. Je suis revenue sans rien. Â»

Des histoires comme la sienne sont courantes. IsraÃ«l nâ??autorise les familles dÃ©placÃ©es Ã entrer dans les camps que dans des conditions hautement contrÃ´lÃ©es. Lâ??AutoritÃ© palestinienne des affaires civiles, qui sert de liaison entre lâ??AP et les autoritÃ©s israÃ©liennes, peut Ãªtre informÃ©e, mais elle ne dÃ©tient aucun pouvoir dÃ©cisionnel ; son rÃ´le se limite en grande partie Ã transmettre des messages.

Lâ??accÃ¨s est gÃ©nÃ©ralement accordÃ© pour une fenÃªtre de temps limitÃ©e sous surveillance militaire continue. Les gros objets, les meubles ou lâ??Ã©quipement lourd sont gÃ©nÃ©ralement interdits, et les rÃ©sident.es dÃ©crivent des soldats les pressant Ã travers les postes de contrÃ´le, refusant les demandes de rÃ©cupÃ©rer des meubles, des documents ou des mÃ©dicaments, et menaÃ§ant dâ??arrestation sâ??ils et elles sâ??attardent trop longtemps.

> **Â« Câ??est comme dire au revoir sans savoir si vous reviendrez un jour Â», a dÃ©clarÃ© Al-Khalifa.**

Lorsquâ??IsraÃ«l a commencÃ© son incursion en janvier dernier, de nombreux.ses Palestinien.nes des camps ont dâ??abord cherchÃ© refuge dans des abris temporaires comme des Ã©coles et des mosquÃ©es, mais ces options se sont rapidement rÃ©vÃ©lÃ©es insoutenables. Alors que leur dÃ©placement devenait prolongÃ©, les familles se sont tournÃ©es vers le marchÃ© locatif privÃ©, pour ne rencontrer que des prix qui montaient en flÃ¨che. Dans des villes comme JÃ©nine et Tulkarem, les loyers ont doublÃ© ou triplÃ© dans certaines zones, portÃ©s par une demande soudaine et une offre limitÃ©e.

Ã? la mi-octobre, des rÃ©sident.es dÃ©placÃ©.es du camp de JÃ©nine ont organisÃ© des sit-ins prÃ¨s de complexes rÃ©sidentiels proches de lâ??UniversitÃ© arabo-amÃ©ricaine, protestant contre les hausses de loyer et les menaces dâ??expulsion. Â« Nous payons plus que ce que nous pouvons nous permettre, et pourtant nous ne sommes toujours pas autorisÃ©.es Ã retourner chez nous Â», a dÃ©clarÃ© Mohammad Abu Saleh, lâ??un.e des organisateur.rices des sit-ins de JÃ©nine.

Les protestations se sont poursuivies ailleurs. DÃ©but dÃ©cembre, des centaines de rÃ©sident.es dÃ©placÃ©.es se sont rassemblÃ©.es Ã lâ??entrÃ©e des camps de Tulkarem et Nour Shams pour exiger lâ??accÃ¨s Ã leurs maisons et sâ??opposer Ã la campagne de dÃ©molition et de restructuration en cours dâ??IsraÃ«l. Les membres des comitÃ©s locaux ont soulignÃ© que ces

actions faisaient partie dâ??un effort plus large des rÃ©sident.es Ã travers le nord de la Cisjordanie pour rÃ©sister Ã lâ??effacement permanent de leurs camps.

Â« Ces protestations ne concernent pas seulement des bÃ¢timents ; elles concernent nos vies et notre avenir Â», a dÃ©clarÃ© lâ??un.e des manifestant.es. Â« AprÃ¨s un an de dÃ©placement, nous attendons toujours la justice et la chance de revenir. Â»

Selon le porte-parole de lâ??UNRWA, Jonathan Fowler, lâ??agence a distribuÃ© de lâ??argent pour aider les rÃ©sident.es dÃ©placÃ©.es Ã payer leur loyer et Ã rÃ©pondre Ã leurs besoins quotidiens, ainsi que des bons alimentaires en collaboration avec le Programme alimentaire mondial. Mais malgrÃ© ce soutien, la crise persiste, les autoritÃ©s officielles Ã©tant incapables de couvrir les coÃ»ts mÃªme des services essentiels tels que lâ??eau, lâ??Ã©lectricitÃ© et le gaz. Pendant ce temps, les familles dÃ©placÃ©es continuent de subir la pression des propriÃ©taires, dont la plupart sont des investisseur.euses privÃ©.es, pour payer le loyer ou risquer lâ??expulsion.

Perturbation des soins de santÃ© et de lâ??Ã©ducation

Le dÃ©placement a imposÃ© un fardeau immense et soutenu sur lâ??accÃ¨s des familles palestiniennes Ã lâ??Ã©ducation et aux soins de santÃ©. Plus de 12 000 enfants sont dÃ©placÃ©.es des camps. Avec les 10 Ã©coles de lâ??UNRWA Ã lâ??intÃ©rieur des camps fermÃ©es, certain.es ont pu se rÃ©inscrire dans des Ã©coles gouvernementales ou participer Ã des programmes dâ??apprentissage Ã distance, y compris ceux Ã©tablis par lâ??UNRWA. Mais de nombreux.ses autres ont Ã©tÃ© contraint.es de renoncer entiÃ¨rement Ã leur Ã©ducation.

MÃªme pour celles et ceux qui ont la chance de continuer Ã assister aux cours, leur Ã©ducation a nÃ©anmoins Ã©tÃ© gravement perturbÃ©e. Al-Khalifa, du camp de JÃ©nine, a racontÃ© comment sa fille a dÃ» Ãªtre transfÃ©rÃ©e dans diffÃ©rentes Ã©coles Ã plusieurs reprises alors que leur famille Ã©tait forcÃ©e de dÃ©mÃ©nager trois fois depuis le dÃ©but de lâ??opÃ©ration militaire. Chaque dÃ©mÃ©nagement nÃ©cessitait dâ??inscrire ses enfants dans des Ã©coles gÃ©ographiquement accessibles, impactant les progrÃ¨s acadÃ©miques de sa fille.

Lâ??accÃ¨s aux soins de santÃ© sâ??est dÃ©tÃ©riorÃ© encore plus brutalement. Les cliniques de lâ??UNRWA Ã lâ??intÃ©rieur des camps ont cessÃ© leurs opÃ©rations, et les rÃ©sident.es dÃ©placÃ©.es doivent se rendre dans les hÃ´pitaux et cliniques des villes voisines â?? un processus souvent compliquÃ© par les coÃ»ts de transport et la disponibilitÃ© limitÃ©e des rendez-vous. Dâ??autres sont forcÃ©.es de compter sur des Ã©quipes mÃ©dicales mobiles irrÃ©guliÃ¨res, dont les visites sont imprÃ©visibles et insuffisantes pour rÃ©pondre Ã lâ??ampleur du besoin.

Â« Pour les patient.es en situation de handicap, chaque rendez-vous manquÃ© compte Â», a dÃ©clarÃ© Ã +972 Nahaya Al-Jundi, 54 ans, directrice de lâ??Association Nour Shams pour les personnes en situation de handicap. Elle a ajoutÃ© que les interruptions de traitement ont dÃ©jÃ conduit Ã une aggravation des rÃ©sultats de santÃ©, en particulier chez les personnes Ã¢gÃ©es, les femmes et les enfants.

Al-Jundi elle-mÃªme a Ã©tÃ© assiÃ©gÃ©e dans sa maison au dÃ©but de lâ??incursion dâ??IsraÃ«l Ã Nour Shams, et forcÃ©e par les soldats israÃ©liens de quitter le camp avec son mari et sa fille adolescente. Lorsquâ??elle a Ã©tÃ© autorisÃ©e Ã revenir en mars pour rÃ©cupÃ©rer du matÃ©riel mÃ©dical, elle a dÃ©clarÃ© Ã +972 quâ??elle avait Ã©tÃ© choquÃ©e par lâ??ampleur de la

destruction. Â« Les soldats avaient tout dÃ©truit, des appareils mÃ©dicaux et fauteuils roulants aux meubles et fournitures essentielles. Il ne restait rien Ã rÃ©cupÃ©rer. Â»

Elle a ajoutÃ© que la perte dâ??Ã©quipement et la perturbation des services ont laissÃ© de nombreux.ses rÃ©sident.es sans les soins dont ils et elles ont dÃ©espÃ©rÃ©ment besoin, crÃ©ant des risques continus pour celles et ceux souffrant de maladies chroniques et de handicaps, et approfondissant la crise humanitaire dans le camp.

Six mois aprÃ¨s quâ??une visite menÃ©e par les Ã?tats-Unis a annoncÃ© une supposÃ©e fin de lâ??opÃ©ration, lâ??armÃ©e israÃ©lienne ne sâ??est retirÃ©e dâ??aucun camp du nord de la Cisjordanie. Au lieu de cela, les rÃ©sident.es dÃ©placÃ©.es font face Ã un avenir incertain. Et les camps du nord pourraient nâ??Ãªtre que les premiers : plus tÃ´t ce mois-ci, le ministre israÃ©lien de la DÃ©fense Israel Katz a ordonnÃ© Ã lâ??armÃ©e de prÃ©parer des plans opÃ©rationnels pour occuper dâ??autres camps de rÃ©fugiÃ©.es Ã travers la Cisjordanie.

Alors que les plans avancent pour concevoir une nouvelle rÃ©alitÃ© dans laquelle les camps de rÃ©fugiÃ©.es sont dÃ©pouillÃ©s de leur signification politique, en tant quâ??espaces qui incarnaient autrefois Ã la fois le refuge et la rÃ©sistance, les Palestinien.nes restent suspendu.es entre dÃ©placement et retour â?? attendant non seulement de rentrer chez eux et elles, mais de rÃ©cupÃ©rer et de prÃ©server les droits pour lesquels ces camps ont Ã©tÃ© crÃ©Ã©s.

En rÃ©ponse Ã la demande de +972, un porte-parole de lâ??armÃ©e israÃ©lienne a dÃ©clarÃ© que son opÃ©ration dans les camps de rÃ©fugiÃ©.es Â« Ã©tait basÃ©e sur la comprÃ©hension que les terroristes exploitent la zone et lâ??environnement densÃ©ment bÃ¢ti des camps, ce qui limite la libertÃ© dâ??action de Tsahalâ?¦ Ces jours-ci, les forces continuent dâ??opÃ©rer pour dÃ©manteler les laboratoires de fabrication de bombes et les installations dâ??armes qui ont Ã©tÃ© installÃ©s Ã lâ??intÃ©rieur de maisons dans des environnements civils.

Â« Dans le cadre de lâ??opÃ©ration, Tsahal travaille Ã faÃ§onner et stabiliser la zone Â», a poursuivi la dÃ©claration. Â« Une partie intÃ©grante de cet effort est le percement de routes Ã lâ??intÃ©rieur des camps, ce qui a nÃ©cessitÃ© la dÃ©molition de rangÃ©es de bÃ¢timents. La dÃ©cision de dÃ©molir ces bÃ¢timents a Ã©tÃ© prise en raison dâ??un besoin opÃ©rationnel clair et nÃ©cessaire, et seulement aprÃ¨s que des options alternatives pour atteindre le mÃªme avantage militaire ont Ã©tÃ© examinÃ©es. Ã? ce stade, le besoin de sÃ©curitÃ© pour Tsahal de maintenir sa prÃ©sence dans les camps de rÃ©fugiÃ©.es est pleinement satisfait. Â»

Traduction : LD pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : 972+ Magazine

date crÃ©Ã©e
2026/01/21